

Â« Gaza nâ??est pas une tragÃ©die sans responsables Â» le dernier rapport de Francesca Albanese

Description

RÃ©sumÃ© du dernier rapport de la rapporteuse spÃ©ciale Ã lâ??ONU sur les territoires palestiniens occupÃ©s, Francesca Albanese, intitulÃ© Â« Le gÃ©nocide de Gaza : un crime collectif Â».

Par lâ??Agence MÃ©dia Palestine, le 24 octobre 2025



Â« Aucun Ã?tat ne peut se dire attachÃ© au droit international tout en armant ou protÃ©geant un rÃ©gime gÃ©nocidaire. Â»

Les prÃ©cÃ©dents rapports dâ??Albanese, â??Anatomie dâ??un gÃ©nocideâ?•, â??Lâ??effacement colonial par le gÃ©nocideâ?• (2024) et â??Dâ??une Ã©conomie dâ??occupation Ã une Ã©conomie de gÃ©nocideâ?•(2025) ont documentÃ© le gÃ©nocide commis par IsraÃ«l Ã Gaza, son origine et ses fondations. â??Le gÃ©nocide de Gaza : un crime collectifâ?•, paru le 20 octobre dernier, se concentre sur la complicitÃ© internationale qui le caractÃ©rise.

Â« EncadrÃ©e par des discours coloniaux qui dÃ©shumanisent les Palestiniens, cette atrocitÃ© diffusÃ©e en direct a Ã©tÃ© facilitÃ©e par le soutien direct, lâ??aide matÃ©rielle, la protection diplomatique et, dans certains cas, la participation active dâ??Ã?tats tiers. Elle a mis en Ã©vidence un fossÃ© sans prÃ©cÃ©dent entre les peuples et leurs gouvernements, trahissant la confiance sur laquelle reposent la paix et la sÃ©curitÃ© mondiales. Le monde se trouve aujourdâ??hui Ã la croisÃ©e des chemins entre lâ??effondrement de lâ??Ã©tat de droit international et lâ??espoir dâ??un renouveau. Ce renouveau nâ??est possible que si la complicitÃ© est combattue, les responsabilitÃ©s assumÃ©es et la justice respectÃ©e. Â»

Les 4 composants de la complicitÃ©

Albanese identifie quatre axes dans lesquels cette complicitÃ© sâ??est matÃ©rialisÃ©e : politique et diplomatique, militaire, humanitaire, et Ã©conomique.

Dans le premier domaine, elle dÃ©montre que les Ã?tats ont systÃ©matiquement adoptÃ© la rhÃ©torique et les Ã©lÃ©ments de langages israÃ©liens, qualifiant les israÃ©lien-nes de Â« civils Â» et dâ??Â« otages Â», tandis que les Palestinien-nes Ã©taient prÃ©sentÃ©-es comme des Â« terroristes du Hamas Â», des cibles Â« lÃ©gitimes Â» ou Â« collatÃ©rales Â», des Â« boucliers humains Â» ou des Â« prisonnier-es Â» lÃ©galement dÃ©tenu-es.

Elle identifie Ã©galement ces Ã©lÃ©ments de langage dans les nÃ©gociations de paix, quand les pays comme la France ont appelÃ© Ã des Â« pauses humanitaires Â» plutÃ´t que dâ??exiger un cessez-le-feu permanent, offrant une couverture politique Ã la poursuite de la guerre et banalisant les violations du droit par IsraÃ«l.

Sur le volet militaire, Albanese rappelle le le TraitÃ© sur le commerce des armes, qui impose de ne pas commercer avec des Pays soupÃ§onnÃ©s de gÃ©nocide. La France est entre autres pointÃ©e du doigt pour nâ??avoir pas cessÃ© ses exportations et avoir permis le transit par ses ports de cargaisons dâ??armes Ã destination dâ??IsraÃ«l. Albanese dÃ©nonce Ã©galement que de nombreux soldat-es servant en IsraÃ«l ont une double nationalitÃ© et quâ??il appartient Ã leurs pays de les juger. La France en fait partie.

Le rapport poursuit en dÃ©nonÃ§ant la militarisation et lâ??instrumentalisation de lâ??aide humanitaire, Ã travers le blocus total de Gaza. Albanese dÃ©nonce le retrait de financements de la part de nombreux pays, dont la France, Ã lâ??UNRWA, sur la base dâ??allÃ©gations israÃ©liennes qui nâ??ont pas Ã©tÃ© dÃ©montrÃ©es, et ont par la suite Ã©tÃ© invalidÃ©es par des observateur-ices de lâ??ONU.

Le volet concernant lâ??aide humanitaire dÃ©nonce aussi la crÃ©ation de la Gaza Humanitairian Foundation par les Ã?tat-Unis, qui a participÃ© au dÃ©placement contraint de nombreux-ses Palestinien-nes affamÃ©-es et a Ã©tÃ© le thÃ©atre du meurtres dâ??au moins 2 100 dâ??entre elles et eux.

Dans le dernier volet, concernant lâ??aspect Ã©conomique, Albanese rappelle quâ??IsraÃ«l est profondÃ©ment dÃ©pendant de ses accords commerciaux, et que le maintien par les pays concernÃ©s de tels accords Â« malgrÃ© lâ??illÃ©galitÃ© de lâ??occupation [israÃ©lienne] et ses violations systÃ©matiques des droits humains et du droit humanitaire â?? qui ont dÃ©sormais atteint le stade du gÃ©nocide â?? lÃ©gitiment et soutiennent le rÃ©gime dâ??apartheid israÃ©lien. Â»

Elle souligne, entre autres, que la France a augmentÃ© ses transactions avec IsraÃ«l plutÃ´t que de les restreindre, avec 75 millions de dollars supplÃ©mentaires dâ??Ã©changes. Le rapport pointe aussi la nÃ©cessitÃ© dâ??un embargo sur les armes et sur lâ??Ã©nergie, pointant lâ??implication de la France dont les ports sont utilisÃ©s pour le transit dâ??armes, de pÃ©trole et de gaz destinÃ© Ã IsraÃ«l.

Â« Il faut dÃ©sormais rendre justice Â»

Â« Ã? ce stade critique, il est impÃ©ratif que les Ã?tats tiers suspendent et rÃ©examinent immÃ©diatement toutes leurs relations militaires, diplomatiques et Ã©conomiques avec IsraÃ«l, car tout engagement de ce type pourrait constituer un moyen dâ??aider, dâ??assister ou de participer directement Ã des actes illÃ©gaux, notamment des crimes de guerre, des crimes contre lâ??humanitÃ© et des gÃ©nocides Â», affirme le rapport.

Albanese rappelle les recommandations figurant dÃ©jÃ dans les rapports prÃ©cÃ©dents : mesures coercitives contre IsraÃ«l, embargo sur les armes et le commerce avec IsraÃ«l, refus de passage aux navires/aÃ©ronefs israÃ©liens, poursuite des auteurs et complices du gÃ©nocide.

Elle appelle les pays Ã faire pression sur IsraÃ«l pour un cessez-le-feu permanent et un retrait complet de ses troupes de Gaza, une levÃ©e du blocus et la rÃ©ouverture de la frontiÃ¨re avec lâ??Ã?gypte, de lâ??aÃ©roport international et du port de Gaza.

Â« Le monde entier a les yeux rivÃ©s sur Gaza et toute la Palestine. Les Ã?tats doivent assumer leurs responsabilitÃ©s. Ce nâ??est quâ??en respectant le droit du peuple palestinien Ã lâ??autodÃ©termination, si ouvertement bafouÃ© par le gÃ©nocide en cours, que les structures coercitives mondiales durables pourront Ãªtre dÃ©mantelÃ©es. Aucun Ã?tat ne peut prÃ©tendre adhÃ©rer de maniÃ¨re crÃ©dible au droit international tout en armant, soutenant ou protÃ©geant un rÃ©gime gÃ©nocidaire. Tout soutien militaire et politique doit Ãªtre suspendu ; la diplomatie doit servir Ã prÃ©venir les crimes plutÃ´t quâ??Ã les justifier. La complicitÃ© dans le gÃ©nocide doit cesser. Â»

date crÃ©Ã©e
2025/10/24